

Hugo Chávez, homme de Renaissance du 21e siècle

par James Petras

Alors que le peuple du Venezuela vient d'élire Nicolas Maduro comme successeur d'Hugo Chavez, le philosophe James Petras revient ici sur le bilan du leader bolivarien. Son texte, qui hésite entre l'analyse et le témoignage, cherche à lui rendre hommage pour l'ensemble de son œuvre.

RÉSEAU VOLTAIRE | 16 AVRIL 2013

ENGLISH



Introduction

Le président Hugo Chávez était unique dans de multiples domaines de la vie politique, sociale et économique. Il a fait d'importantes contributions à l'avancement de l'humanité. La profondeur, la portée et la popularité de ses réalisations marquent Chávez président comme le « Président de la Renaissance au 21e siècle ».

De nombreux auteurs ont noté l'une ou l'autre de ses contributions historiques en soulignant sa législation anti-pauvreté, son succès en remportant les élections populaires

avec des majorités retentissantes et sa promotion de l'éducation publique gratuite et de l'assurance santé pour tous les Vénézuéliens.

Dans cet essai, nous mettrons en évidence les contributions historiques mondiales uniques que le président Chávez a réalisées dans les domaines de l'économie politique, l'éthique et le droit international et dans la redéfinition des relations entre les dirigeants politiques et les citoyens. Nous allons commencer par sa contribution au développement durable de la culture civique au Venezuela et au-delà.

Hugo Chávez : le Grand-maître des valeurs civiques

Dès ses premiers jours au pouvoir, Chávez s'est engagé dans la transformation de l'ordre constitutionnel afin que les dirigeants politiques et les institutions soient plus sensibles à l'électorat populaire. Grâce à ses discours Chávez a clairement et soigneusement informé l'électorat des mesures et des lois améliorant leurs moyens de subsistance. Il a invité les commentateurs et les critiques avec son style qui était d'engager un dialogue constant, en particulier avec les pauvres, les chômeurs et les travailleurs. Chávez a si bien réussi dans l'enseignement des responsabilités civiques à l'électorat vénézuélien que des millions de citoyens des bidonvilles de Caracas se sont levés spontanément pour évincer la junte militaire et financière *compradore* qui avait enlevé leur président et fermé la législature. En 72 heures —un temps record— les citoyens à l'esprit civique ont restauré l'ordre démocratique et la primauté du droit au Venezuela, rejetant complètement la défense des putschistes par les médias et leur bref régime autoritaire.

Chávez, comme tous les grands éducateurs, a appris de cette intervention démocratique de la masse des citoyens que les défenseurs les plus efficaces de la démocratie se trouvaient parmi les travailleurs —et que ses pires ennemis se trouvent chez les élites économiques et militaires liées à Miami et à Washington—.

La pédagogie civique de Chávez a souligné l'importance des enseignements historiques et des exemples des pères fondateurs, comme Simon Bolivar, dans l'établissement d'une identité nationale

et d'Amérique latine. Ses discours ont rehaussé le niveau culturel des millions de Vénézuéliens qui avaient été élevés dans la culture aliénante et servile impériale de Washington et les obsessions consuméristes des centres commerciaux de Miami.

Chávez a réussi à inculquer une culture de solidarité et de soutien mutuel entre les exploités, en insistant sur les liens « *horizontaux* » plutôt que sur la dépendance clientéliste verticale entre les riches et puissants. Son succès dans la création de la conscience collective a fait pencher la balance de manière décisive éloignant du pouvoir politique les dirigeants corrompus des partis politiques et des syndicats, en favorisant de nouveaux mouvements socialistes et des syndicats de classe. Plus que toute autre chose, l'éducation politique de Chávez de la majorité populaire au sujet de leurs droits à la gratuité des soins et à celle de l'enseignement supérieur, des salaires décents et au plein emploi a suscité la colère hystérique des Vénézuéliens riches et leur haine impérissable envers un président qui avait créé un sentiment d'autonomie, de dignité et de « *pouvoir de classe* » via l'éducation publique mettant une fin aux siècles de privilège d'élite et d'omnipotence.

Surtout, les discours de Chávez, en s'inspirant autant de Bolivar que de Karl Marx, ont créé un profond et généreux sentiment de patriotisme et de nationalisme et un profond rejet d'une élite prosternée devant leur suzerain de Washington, les banquiers de Wall Street et les dirigeants des compagnies pétrolières. Les discours anti-impérialistes Chávez ont trouvé leur écho parce qu'il parlait dans la langue du peuple et élargissait leur conscience nationale pour s'identifier avec l'Amérique latine, en particulier la lutte de Cuba contre les interventions et les guerres impérialistes.



Les présidents latino-américains
lors du Sommet de l'ALBA

Relations internationales : La Doctrine Chávez

Au début de la décennie précédente, après le 11-Septembre, Washington a déclaré une « *guerre contre le terrorisme* ». Il s'agissait d'une déclaration publique d'une intervention militaire unilatérale et de guerres contre les nations souveraines, des mouvements et des individus jugés comme des adversaires, en violation du droit international.

Presque tous les pays se sont soumis à cette violation flagrante des Accords de Genève, sauf le président Chávez, qui a fait la plus profonde et simple réfutation contre Washington : « *On ne combat pas le terrorisme avec le terrorisme d'État* ». Dans sa défense de la souveraineté des nations et de la jurisprudence internationale, M. Chávez a souligné l'importance des solutions politiques et économiques aux problèmes sociaux et aux conflits – répudiant l'utilisation de bombes, de la torture et de la mutilation. La doctrine Chávez a souligné le commerce Sud-Sud et les investissements et la diplomatie plutôt que les solutions militaires. Il a confirmé les accords de Genève contre l'agression coloniale et impériale, tout en rejetant la doctrine impériale de la « *guerre contre le terrorisme* », qualifiant le terrorisme d'État occidental comme l'équivalent pernicieux du terrorisme d'Al-Qaïda.

Théorie et pratique politique : le Grand Synthétiseur

L'un des aspects les plus profonds et les plus influents de l'héritage de Chávez est sa synthèse originale de trois grands volets de pensée politique : le christianisme populaire, le nationalisme et l'intégration régionale bolivarienne et la pensée politique, sociale et économique marxiste. Le christianisme de

Chávez a informé son profond attachement à la justice et à l'égalité des personnes, ainsi que sa générosité et le pardon des adversaires comme ceux engagés dans un violent coup d'État, un lock-out paralysant, ou qui avaient ouvertement collaboré et reçu un financement des agences de renseignement ennemis. Alors que partout ailleurs dans le monde, les agressions armées et les coups d'État aboutiraient à des longues peines de prison, voire des exécutions, sous Chávez la plupart de ses adversaires violents ont échappé aux poursuites et même rejoint leurs organisations subversives. Chávez a démontré une profonde croyance en la rédemption et le pardon. Le christianisme de Chávez a informé son « *option pour les pauvres* », la profondeur et l'ampleur de son engagement à éradiquer la pauvreté et sa solidarité avec les pauvres contre les riches.

La profonde aversion de Chávez et son opposition efficace à l'impérialisme états-unien et européen et au colonialisme brutal israélien ont été profondément enracinées dans sa lecture des écrits et de l'histoire de Simon Bolivar, le père fondateur de la nation vénézuélienne. Les idées bolivariennes sur la libération nationale ont de loin précédé toute exposition à Marx, Lénine ou les écrits plus contemporains de gauche sur l'impérialisme. Son soutien indéfectible et puissant et à l'intégration régionale et à l'internationalisme a été profondément influencé par Simon Bolivar qui proposait « *Les États-Unis d'Amérique Latine* » et son activité internationaliste à l'appui des mouvements anticoloniaux.

L'incorporation par Chávez des idées marxistes dans sa vision du monde a été adaptée à sa philosophie populaire de longue date qui était internationaliste, chrétienne et bolivarienne. L'option de Chávez pour les pauvres a été approfondie par sa reconnaissance de la centralité de la lutte des classes et la reconstruction de la nation bolivarienne par la socialisation des « *hauteurs dominantes de l'économie* ». La conception socialiste de l'autogestion des usines et des conseils communautaires populaires via l'autonomisation a reçu une légitimité morale par la foi chrétienne de Chávez en un ordre moral égalitaire.

Alors que Chávez était respectueux et écoutait attentivement les

points de vue des universitaires et qu'il faisait souvent l'éloge de leurs écrits, ils n'ont pas reconnu ou, pire, ont délibérément ignoré l'originalité de la synthèse historique, religieuse et marxiste du Président. Malheureusement, comme c'est souvent le cas, des universitaires de gauche ont, dans leur posture complaisante, présumé être les tuteurs de Chávez et lui ont conseillé sur toutes les questions de la « *théorie marxiste* ». Il s'agit d'une sorte de colonialisme culturel de gauche, qui critiquait puérilement Chávez pour ne pas suivre leurs recettes toutes faites, publiés dans leurs revues littéraires politiques à Londres, à New York et à Paris.

Heureusement, M. Chávez a pris ce qui était utile des universitaires d'outre-mer et des ONG financées par les stratèges politiques, tout en rejetant les idées qui n'ont pas su tenir compte des spécificités historico-culturelles, de classe et de rentiers du Venezuela.

Chávez a légué aux intellectuels et aux militants du monde un mode de pensée qui est globale et spécifique, historique et théorique, matérielle et éthique et qui englobe l'analyse de classe, de la démocratie et une résonance transcendante spirituelle avec la grande masse de l'humanité dans une langue que toute personne peut comprendre. La philosophie et la pratique (plus que n'importe quel « *discours Chávez* » rapporté par les amateurs experts des forums sociaux) ont démontré que la technique de formulation des idées complexes dans un langage simple peut amener des millions de gens à « *créer l'histoire, et pas seulement à l'étudier* ».



Vers des alternatives concrètes au néolibéralisme et à l'impérialisme

Peut-être la plus grande contribution de Chávez dans la période contemporaine a été de démontrer, par des mesures concrètes et des initiatives politiques, que bon nombre des plus grands défis politiques et économiques contemporains peuvent être résolus avec succès.

Réforme radicale d'un État Rentier

Rien n'est plus difficile que de changer la structure sociale, les institutions et les attitudes d'un pétro-État rentier avec ses politiques profondément enracinées dans le clientélisme, la corruption endémique parti-État et une psychologie de masse profondément enracinée dans le consumérisme. Mais Chávez a largement réussi là où d'autres régimes pétroliers ont échoué. L'administration Chávez a commencé avec des changements constitutionnels et institutionnels afin de créer un nouveau cadre politique, puis il mit en œuvre des programmes d'impact social, qui ont approfondi les engagements politiques chez la majorité active, qui, à son tour, a courageusement défendu le régime contre la violence d'un coup d'État militaire-business. La mobilisation de masse pour le soutien populaire, à son tour, a radicalisé le gouvernement Chávez et a ouvert le chemin à une profonde socialisation de l'économie et à une mise en œuvre de la réforme agraire radicale. L'industrie pétrolière a été socialisée ; les paiements de redevances et de taxes ont produit des fonds pour les dépenses sociales massivement élargies au profit de la majorité des Vénézuéliens.

Presque chaque jour, Chávez préparait clairement de compréhensibles discours éducatifs sur des sujets sociaux, éthiques et politiques liés aux actions de redistribution de son régime en mettant l'accent sur la solidarité sociale plutôt que sur le consumérisme individualiste acquisitif. Les organisations de masse et de la communauté et les mouvements syndicaux ont fleuri ; une nouvelle conscience sociale a émergé prête et disposée à faire avancer le changement social et à confronter les riches et les puissants. La défaite par Chávez du coup d'État soutenu par les États-unis et les lock-out des patrons et son affirmation de la tradition et de l'identité bolivarienne du Venezuela souverain ont

créé une conscience nationaliste puissante qui a érodé la mentalité de rentier et renforcé la poursuite de « *l'économie équilibrée* » avec un portefeuille diversifié. Cette nouvelle volonté politique et la conscience nationale productive était un grand bond en avant, même si les principales caractéristiques d'une économie rentière-dépendant des produits pétroliers persistent. Cette transition extrêmement difficile a commencé et est un processus continu. Les théoriciens de gauche d'outre-mer qui critiquent le Venezuela (« *corruption* », « *bureaucratie* ») ont profondément ignoré les énormes difficultés de la transition d'un État rentier à une économie socialisée et les énormes progrès réalisés par Chávez.

Crise économique sans austérité capitaliste

Partout dans le monde ravagée par la crise capitaliste, les gouvernements des travailleurs, les sociaux-démocrates, les régimes libéraux et conservateurs ont imposé « *des programmes d'austérité* » régressive comportant des réductions brutales des dépenses sociales, de la santé et de l'éducation sociale et les licenciements massifs des travailleurs et des employés tout en distribuant des subventions de l'État et des généreux plans de sauvetage aux banques défailtantes et aux entreprises capitalistes. Chantant leur slogan thacherien, « *il n'y a pas d'alternative* », les économistes capitalistes justifient l'imposition de la charge de « *la relance capitaliste* » sur la classe ouvrière tout en permettant au capital de recouvrer ses bénéfices pour investir.

La politique de Chávez a été le contraire : au milieu de la crise, il a conservé tous les programmes sociaux, a rejeté les licenciements massifs et a effectué une augmentation des dépenses sociales. L'économie vénézuélienne est sortie de la crise mondiale et elle a récupéré avec un robuste taux de croissance de 5,8 % en 2012. En d'autres termes, M. Chávez a démontré que l'appauvrissement de masse est un produit du système capitaliste et de sa « *formule* » spécifique pour la récupération. Il a montré une autre approche, alternative positive à la crise économique, qui a taxé les riches, promu les investissements publics et maintenu les dépenses sociales.

Transformation sociale dans une « économie mondialisée »

De nombreux commentateurs, de gauche, de droite et du centre, ont fait valoir que l'avènement d'une « *économie mondialisée* » exclu une transformation sociale radicale. Pourtant, le Venezuela, qui est profondément globalisée et intégrée dans le marché mondial par le biais du commerce et des investissements, a fait de grands progrès en matière de réforme sociale. Ce qui importe vraiment par rapport à une économie mondialisée est la nature du régime politique, économique et ses politiques qui dictent la façon dont les gains et les coûts du commerce international et l'investissement sont distribués. En un mot, ce qui est décisif, c'est le « *caractère de classe du régime* » qui gère sa place dans l'économie mondiale. Chávez n'a certainement pas « *décroché* » de l'économie mondiale, mais plutôt il a rebranché le Venezuela d'une manière nouvelle. Il a redirigé le commerce et l'investissement du Venezuela vers l'Amérique latine, l'Asie et le Proche-Orient – en particulier vers les pays qui n'intervienne pas en imposant des conditions réactionnaires aux transactions économiques.

L'anti-impérialisme au temps d'une offensive impérialiste

Au moment d'une virulente offensive impérialiste UE-US impliquant des « *guerre préventives* », des interventions de mercenaires, de la torture, des assassinats et de la guerre de drones en Irak, au Mali, en Syrie, au Yémen, en Libye et en Afghanistan, des sanctions économiques brutales contre l'Iran et des sabotages, des expulsions coloniales israéliennes de milliers de Palestiniens financés par les États-Unis et des révolutions avortées par des marionnettes en Égypte et en Tunisie, le président Chávez, seul, s'est dressé comme le défenseur des principes de la politique anti-impérialiste. L'engagement profond de Chávez envers l'anti-impérialisme est en contraste frappant avec la capitulation des soi-disant « *intellectuels marxistes* » de l'Ouest qui prononcent des justifications de brutes pour leur soutien aux bombardements de l'OTAN en Yougoslavie et en Libye, à l'invasion française du Mali et au financement et à l'armement « *monarcho-socialiste par l'Arabie-française* » des mercenaires islamistes contre la Syrie. Ces mêmes « *intellectuels* » de Londres, de New York et de Paris, qui affichent une attitude condescendante envers Chávez, qu'ils traitent comme un simple « *populiste* » ou « *nationaliste* » et qui

ont affirmé qu'il aurait dû écouter leurs discours et lire leurs livres, avaient bassement capitulé sous la pression de l'État capitaliste et des médias en soutenant les « *interventions humanitaires* » (autrement dit les bombardements de l'OTAN) ... et avaient justifié leur opportunisme dans la langue de sectes gauchistes obscures. Chávez a confronté les pressions et les menaces de l'OTAN, ainsi que la subversion de déstabilisation de ses adversaires intérieurs et il a courageusement énoncé les principes les plus profonds et significatifs marxistes du 20e et du 21e siècle : le droit inviolable à l'autodétermination des nations opprimées et d'opposition inconditionnelle aux guerres impériales. Alors que Chávez a parlé et agi pour la défense des principes anti-impérialistes, beaucoup dans la gauche européenne et aux États-Unis ont consenti aux guerres impériales. Il n'y avait pratiquement pas de manifestations de masse, des mouvements « *anti-guerre* » ont été cooptés ou moribonds, le Parti des travailleurs « *socialistes* » britanniques a défendu les bombardements massifs de l'OTAN en Libye, les « *socialistes* » français ont envahi le Mali avec le soutien du Parti anticapitaliste. Pendant ce temps, le « *populiste* » Chávez avait formulé une compréhension beaucoup plus profonde et raisonnée de la pratique marxiste, certainement au-delà de ses soi-disant tuteurs marxistes à l'étranger.

Aucun autre dirigeant politique ou d'ailleurs, académique de gauche n'a développé, approfondi ni étendu les principes fondamentaux de la politique anti-impérialiste à l'époque de la guerre impérialiste mondiale avec plus d'acuité que Hugo Chávez.

Transition de l'échec de l'état néo-libéral vers un état providence dynamique

La reconfiguration complète et pragmatique du Venezuela par Chávez, allant d'un régime échec désastreux et néo-libérale à un État-providence dynamique est un jalon important dans l'économie politique des 20e et 21e siècles. La réussite du renversement des institutions et des politiques néo-libérales, ainsi que sa renationalisation des hauteurs qui dominant l'économie ont démolé le dogme néolibéral dérivé de l'ère Thatcher-Reagan consacré dans le slogan : « *Il n'y a pas d'alternative* » à la brutalité des politiques

néolibérales, ou, en anglais : TINA (« There is no alternative »).

Chávez a rejeté la privatisation – il a renationalisé les industries clé du pétrole, socialisé des centaines d'entreprises capitalistes et réalisé un vaste programme de réforme agraire, y compris la redistribution des terres à 300 000 familles. Il a encouragé les organisations syndicales et le contrôle ouvrier des usines – même en dépit des gestionnaires publics et même de ses propres ministres. En Amérique latine, Chávez a ouvert la voie en définissant avec plus de profondeur et avec des changements sociaux plus compréhensifs, l'époque post néo-libérale. Chávez a envisagé la transition entre le néo-libéralisme et le nouvel État-providence socialisé comme un processus international et il a fourni un financement et un soutien politique pour les nouvelles organisations régionales comme l'ALBA, Petrocaribe, et l'UNASUR. Il a rejeté l'idée de construire un État-providence dans un pays unique et il a formulé une théorie de la transition post-néo-libérale basée sur la solidarité internationale. Les idées originales de Chávez et ses politiques concernant la transition post-néo-libérale ont échappé aux marxistes pantouflés et aux globe-trotters du Forum social et experts d'ONG qui ont réussi principalement à obtenir du financement des fondations impériales.

Chávez a démontré à travers la théorie et la pratique que le néolibéralisme était en effet réversible – une avancée politique majeure du 21ème siècle.

Au-delà du libéralisme social : La définition radicale du post-néo-libéralisme

Les régimes néo-libéraux avancés par les États-Unis et l'Union Européenne se sont effondrés sous le poids de la pire crise économique depuis la Grande dépression. Le chômage massif conduit à des soulèvements populaires, de nouvelles élections et l'avènement de régimes de centre-gauche dans la plupart des États d'Amérique latine, qui ont rejeté ou du moins qui prétendent répudier le « *néo-libéralisme* ». La plupart de ces régimes a promulgué des directives législatives et exécutives pour financer des programmes contre la pauvreté, la mise en œuvre des contrôles financiers et pour faire des investissements productifs,

tout en augmentant le salaire minimum et en stimulant l'emploi. Cependant quelques entreprises lucratives ont été effectivement renationalisées. Remédier aux inégalités et à la concentration de la richesse ne faisait pas partie de leur ordre du jour. Ils ont formulé leur stratégie de collaboration avec les investisseurs de Wall Street, les exportateurs locaux d'agro-minéral et avec les syndicats cooptés.

Chávez a posé une alternative profondément différente à cette forme de « *post-néolibéralisme* ». Il a nationalisé les industries des ressources, excluant les spéculateurs de Wall Street et limitant le rôle des élites agro-minérales. Il a posé un État-providence socialisé comme une alternative à l'orthodoxie social-libérale régnante des régimes de centre-gauche, alors que lui-même a travaillé avec ces régimes en faisant la promotion de l'intégration latino-américaine et en s'opposant aux coups d'états soutenus par les États-Uniens.

Chávez était à la fois un chef de file définissant une alternative plus socialisée à la libération sociale et la conscience mettant la pression sur ses alliés pour qu'ils continuent à progresser.



Socialisme et Démocratie

Chávez a ouvert une voie nouvelle extraordinairement originale et complexe au socialisme basé sur des élections libres, sur la rééducation des militaires à respecter les principes démocratiques et constitutionnels, et sur le développement des médias et de la communauté. Il a mis fin aux monopoles des médias capitalistes et il a renforcé la société civile en tant que contrepoids aux élites paramilitaire et de cinquième colonne parrainées par les E. Us., provocatrices de la déstabilisation de l'État démocratique.

Aucun autre président d'un pays socialiste démocratique n'avait résisté avec succès aux campagnes de déstabilisation impériales – ni Jagan en Guyane, ni Manley en Jamaïque, ni Allende au Chili. Dès le début Chávez a vu l'importance de créer un solide cadre juridique et politique pour faciliter la haute direction et promouvoir

les organisations populaires de la société civile afin de gêner la pénétration de l'appareil d'État (armée et police) par les États-Unis. Chávez a mis en œuvre des programmes radicaux d'impact social qui ont assuré la loyauté et l'allégeance active des majorités populaires et affaibli les leviers économiques du pouvoir politique détenues longtemps par la classe capitaliste. En conséquence les dirigeants politiques du Venezuela, des soldats et des officiers fidèles à sa constitution et des masses populaires ont écrasé un sanglant coup de droite, un lock-out écrasant et un référendum financé par les États-Unis et ont commencé à mettre en œuvre de plus radicales réformes socio-économiques dans un long processus de socialisation cumulatif.

L'originalité de Chávez était sa « méthode expérimentale ». Sa compréhension et sa réponse aux attitudes et aux comportements de la population étaient profondément enracinées dans l'histoire du Venezuela de l'injustice raciale et sociale et de la rébellion populaire. Plus que tout autre leader socialiste précédent, M. Chávez a voyagé, parlé et écouté les classes populaires du Venezuela sur des questions de la vie quotidienne. Sa « méthode » était de traduire cette micro-connaissance en changements programmés à grande échelle. Dans la pratique, il est l'antithèse du je-sais-tout des intellectuels locaux et étrangers qui parlent littéralement « *de haut* » au peuple et qui se considèrent comme les « *maîtres du monde* » ... au moins, dans le monde des micro-milieus universitaires de gauche, des conférences socialistes et des monologues égocentriques. La mort d'Hugo Chávez a été profondément regrettée par des millions au Venezuela et des centaines de millions de gens à travers le monde parce que sa transition vers le socialisme était leur chemin, il a écouté leurs revendications et il a agi sur eux efficacement.

La social-démocratie et la sécurité nationale

Chávez était un président socialiste depuis plus de 13 ans faisant face à une opposition violente et au sabotage financier à grande échelle et à long terme de Washington, de l'élite économique locale et des bosses des médias. Chávez a créé la conscience politique qui a motivé des millions de travailleurs et assuré la loyauté

constitutionnelle de l'armée pour vaincre un coup d'état sanglant soutenu par les États–uniens en 2002. Chávez a tempéré les changements sociaux, conformément à une évaluation réaliste de ce que l'ordre politique et juridique pourrait soutenir. D'abord et avant tout, M. Chávez a assuré la loyauté de l'armée en mettant fin aux missions « *de conseil* » états–uniennes et à l'endoctrinement impérial d'outre–mer en substituant des cours intensifs sur l'histoire du Venezuela, la responsabilité civique et le lien essentiel entre les classes populaires et les militaires dans une mission nationale commune.

Les politiques de sécurité nationale de Chávez sont basées sur des principes démocratiques, ainsi que sur une reconnaissance claire des menaces graves à la souveraineté du Venezuela. Il a réussi à sauvegarder la sécurité nationale et les droits démocratiques et les libertés politiques de ses citoyens, un exploit qui lui a valu l'admiration du Venezuela et l'envie d'avocats de droit constitutionnel et des citoyens des États–Unis et de l'Union européenne.

En contraste flagrant, le président Barack Obama a assumé le pouvoir d'assassiner ses concitoyens, basé sur des informations secrètes et sans procès à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des États–Unis. Son administration a effectué ces assassinats « *ciblés* » des citoyens états–uniens et de leurs enfants, en a emprisonné d'autres sans procès et maintient des "fichiers" secrets sur plus de 40 millions de compatriotes. Chávez n'a jamais assumé ces pouvoirs et n'a jamais assassiné ou torturé un seul Vénézuélien. Au Venezuela, la douzaine de prisonniers dont la condamnation pour des actes de violence et de subversion est issue de procès ouverts devant les tribunaux vénézuéliens, contrastent fortement avec les dizaines de milliers de musulmans et les immigrants latino–américains emprisonnés secrètement et sans procès valable avec fausses preuves aux États–Unis. Chávez a rejeté la terreur d'État, tandis que Barack Obama dispose d'équipes spéciales d'assassinat sur le terrain dans plus de 70 pays. Obama soutient les invasions policières arbitraires des maisons des citoyens et des lieux de travail basé sur des « *preuves secrètes* ». Chávez a même toléré les activités des partis d'opposition financés par les services secrets US.

En un mot, Obama utilise la « *sécurité nationale* » pour détruire les libertés démocratiques tandis que Chávez a confirmé les libertés démocratiques et a imposé des limites constitutionnelles à l'appareil de sécurité nationale.

Chávez a cherché la résolution pacifique des conflits diplomatiques avec les pays voisins hostiles, tels que la Colombie, qui accueille sept bases militaires américaines – tremplins potentiels à une intervention états-unienne. D'autre part, M. Obama s'est engagé dans une guerre ouverte avec au moins sept pays et a poursuivi des actions hostiles secrètes contre des dizaines d'autres.



Conclusion

L'héritage de Chávez est à multiples facettes. Ses contributions sont originales, théoriques, pratiques et universellement applicables. Il a démontré dans la théorie et la pratique comment un petit pays peut se défendre contre l'impérialisme et maintenir les principes démocratiques et passer à la mise en œuvre des programmes avancés sociaux. Sa poursuite de l'intégration régionale et la promotion de normes éthiques dans la gouvernance d'une nation fournissent des exemples profondément pertinents dans un monde capitaliste croulant sous les politiciens corrompus qui sabrent le niveau de vie des peuples tout en enrichissant les ploutocrates.

Le rejet par Chávez de la doctrine Bush–Obama du « *terrorisme d'État pour combattre le terrorisme* », son affirmation que les racines de la violence sont l'injustice sociale, le pillage économique et l'oppression politique et sa conviction que la résolution de ces problèmes sous-jacents est le chemin de la paix, est comme le

guide éthico-politique pour la survie de l'humanité.

Face à un monde de violence impériale de contre-révolution, il résolut de se tenir aux côtés des opprimés du monde. Hugo Chávez entre dans l'histoire du monde comme un leader politique complet, avec la stature du chef le plus humain et multivalent de notre époque : une figure de Renaissance pour le 21e siècle.

James Petras

Traduction
Roger Lagassé

Source : « Hugo Chávez, homme de Renaissance du 21e siècle », par James Petras,
Traduction Roger Lagassé, *Réseau Voltaire*, 16 avril 2013,
www.voltairenet.org/article178168.html